

ÉDUCATION • GOUVERNEMENT ATTAL

Le passage éclair de Gabriel Attal à l'éducation nationale, ministère du temps long

Après un court passage Rue de Grenelle, où il a multiplié les marqueurs traditionnels de la droite, le nouveau premier ministre laisse derrière lui un ministère en grande difficulté, en particulier sur l'attractivité du métier d'enseignant.

Par Violaine Morin et Eléa Pommiers

Publié hier à 12h46, modifié hier à 16h50 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Gabriel Attal, alors ministre de l'éducation et de la jeunesse, tient une conférence de presse à l'occasion de la rentrée scolaire, à Paris, le 28 août 2023. BERTRAND GUAY / AFP

Le nouveau premier ministre est un habitué des records. Après avoir été le benjamin des ministres de la V^e République, Gabriel Attal, qui va sur ses 35 ans, est devenu, mardi 9 janvier, le plus jeune premier ministre de l'histoire républicaine – devant Laurent Fabius, nommé en 1984, à l'âge de 37 ans. Le nouvel hôte de Matignon quitte l'éducation nationale après seulement cinq mois à la barre du plus gros ministère de l'Etat, faisant de lui l'un des locataires de la Rue de Grenelle les plus éphémères de la V^e. Un passage éclair qui ne fait que renforcer une conviction dans les cercles éducatifs : le temps de l'école, celui des transformations lentes et durables, est décidément bien difficile à articuler avec celui des carrières politiques.

Lire aussi le récit : [Emmanuel Macron congédie Elisabeth Borne pour relancer son second quinquennat](#)

Nommé à l'éducation nationale en juillet 2023, après une grosse année au ministère du budget, Gabriel Attal a semblé prendre place sans difficulté dans le fauteuil de son prédécesseur, l'intellectuel Pap Ndiaye, débarqué au bout d'un an sur un bilan jugé en demi-teinte par la plupart des observateurs de la Macronie. Le « *jeune Gabriel* », comme le désignait l'ancien premier ministre Jean

Castex, multiplie les interventions médiatiques et enchaîne rapidement les annonces, non sans éreinter le personnel éducatif et ses représentants.

Dès la fin du mois d'août, il acte une modification du très décrié calendrier du nouveau baccalauréat, repoussant les épreuves reines de spécialité du mois de mars au mois de juin, comme le réclamaient de longue date la majorité des syndicats. Il tranche également une question sur laquelle les chefs d'établissement pressaient le ministère depuis des mois, en interdisant l'abaya et le gamis à l'école. Le dossier focalise l'attention médiatique de la rentrée, grincant alors les syndicats, reléguant au second plan les postes non pourvus et des enseignants non remplacés, encore nombreux en dépit des engagements du président de la République, Emmanuel Macron.

Contre-feux

Aussi à l'aise devant les caméras que Pap Ndiaye était discret, le ministre de l'éducation a ainsi su allumer des contre-feux et éviter de nombreuses polémiques : face au tollé déclenché par un courrier comminatoire du rectorat de Versailles à la famille d'un jeune homme harcelé qui avait ensuite mis fin à ses jours, il défend les victimes, fustige le rectorat, promet des sanctions. Il place le sujet du harcèlement au premier plan dès la rentrée, participant à l'élaboration d'un plan interministériel, annonçant la généralisation de « *cours d'empathie* » dans les écoles, décidant la passation de questionnaires d'autoévaluation par les élèves.

Lire aussi : [Harcèlement scolaire : le difficile décryptage des questionnaires anonymes distribués aux élèves](#)

Le passage de Gabriel Attal au ministère de l'éducation est ensuite marqué par un nouvel attentat terroriste, l'assassinat de Dominique Bernard, professeur de lettres tué devant son lycée d'Arras le 13 octobre 2023. Trois ans après la mort de Samuel Paty, ce drame est l'occasion pour le ministre de porter un discours qui lui est cher depuis son arrivée à l'hôtel de Rochechouart, sur la « *restauration de l'autorité* ». Au lendemain du double hommage aux victimes, il assure devant l'Assemblée nationale que plus d'une centaine de signalements ont été envoyés aux procureurs lorsque des élèves ont perturbé les hommages et promet des sanctions, avant de jurer : « *Le "pas de vagues", c'est fini !* »

Durant son court passage Rue de Grenelle, Gabriel Attal a savamment multiplié les marqueurs traditionnels de droite, prompts à rassurer les parents d'élèves tenants d'une ligne disciplinaire dure, et endossé une vision conservatrice de l'école. Très rapidement, le ministre de l'éducation nationale joue la carte de l'uniforme, demandant à « *être convaincu* » de cette solution – portée par la droite et l'extrême droite – qu'il propose à titre expérimental.

Lire aussi : [Uniforme à l'école : comment l'expérimentation prend forme](#)

La thématique, qui fleure bon une « *école d'antan* » largement fantasmée – en France métropolitaine, il n'y a jamais eu d'uniforme à l'école publique – va de pair avec un discours axé sur la « *baisse du niveau* », qu'il érige en « *urgence nationale* ».

« Choc des savoirs »

Car au début décembre 2023, Gabriel Attal, fin communicant, a vu venir le procès politique : les résultats de l'étude Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) sont pour bientôt, et ils seront à la baisse, pandémie de Covid-19 oblige. Le 5 décembre, le ministre annonce donc, quelques heures après des résultats qui confirment le décrochage prévu, un « *choc des savoirs* », qui prend surtout la forme d'une réforme d'ampleur du collège unique.

Lire aussi : [Gabriel Attal annonce les mesures de son « choc des savoirs » aux enseignants](#)

Création de groupes de niveaux en mathématiques et en français au collège, transformation du brevet en examen sanctionnant le passage en 2^{de}, refonte des programmes et labellisation des

manuels dans le premier degré : un programme salué à droite et que les syndicats enseignants dénoncent rapidement.

Les groupes de niveau instaureront un « *tri social* » dès la 6^e, s'inquiètent-ils, tout en assurant que le collège souffre avant tout d'une réduction continue de ses financements et d'effectifs trop lourds pour gérer l'hétérogénéité des classes. « *Gabriel Attal s'est adressé à l'opinion, et pas aux acteurs du système, qui savent bien que toutes ces annonces qui font plaisir aux non-spécialistes n'auraient pas donné de résultats dans la durée, assure un ancien recteur. Il part, en quelque sorte, au bon moment, c'est-à-dire avant d'avoir eu à gérer la mise en œuvre.* »

Lire aussi : [Brevet des collèges : la réforme de Gabriel Attal ou le choix d'une rupture avec l'histoire d'un examen vieux de 76 ans](#)

Avant l'annonce du changement de gouvernement, les organisations syndicales, qui discutaient encore la semaine dernière avec le cabinet du ministre du programme chargé du mois de janvier, espéraient ne pas vivre une nouvelle mutation à la tête de l'éducation nationale, dont chacun rappelle le besoin de stabilité.

« Tremplin »

Car Gabriel Attal laisse derrière lui un ministère en grande difficulté : parmi les dossiers du mois de janvier figurent les discussions sur l'attractivité du métier enseignant, pour tenter de répondre à l'importante crise de recrutement qui s'enracine un peu plus chaque année. Le plan ministériel prévoit une réforme de la formation initiale et une réflexion sur les déroulés de carrière, sujets sur lesquels les syndicats espèrent obtenir des moyens supplémentaires. « *On ne se rejoignait pas sur le projet politique pour l'école, mais il avait réussi à obtenir des enveloppes budgétaires, note Elisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale du SE-UNSA, en colère d'un changement qui oblige à « tout recommencer à zéro » sur les dossiers en cours. Je ne suis pas sûre que le prochain [ministre de l'éducation nationale] ait un poids politique suffisant pour négocier avec l'Elysée.* »

Derrière le « *coup* » politique réussi de celui qui est parvenu à engranger une très forte popularité malgré un bilan concret pour le moins réduit, les commentateurs du système scolaire déplorent ce que la trajectoire éclair de Gabriel Attal Rue de Grenelle dit du peu de cas que l'on fait de l'école en Macronie, alors même que le « réarmement civique » est érigé en priorité de cette nouvelle année.

Lire aussi l'analyse : [Transformer l'éducation nationale en tremplin politique, le pari de Gabriel Attal](#)

« *Le ministre a fait beaucoup d'annonces, dont certaines qui relevaient du gadget, sans répondre aux préoccupations quotidiennes des collègues que sont les salaires, les classes surchargées, le manque de remplaçants, l'inclusion sans moyens...*, liste Sophie Vénétitay, secrétaire générale du SNES-FSU. *Au final, on a le sentiment que l'éducation nationale lui a surtout servi de tremplin, et on se demande combien de ministres il faudra encore avant de prendre la mesure de l'état de l'école aujourd'hui.* » Une amertume que la promesse du nouveau premier ministre, lors de la passation des pouvoirs à Matignon, d'« *emmener [avec lui] la cause de l'école* » et de lui donner « *tous les moyens d'action nécessaires pour sa réussite* » n'efface pas.

Violaine Morin et Eléa Pommiers

Le Monde Ateliers

Découvrir